

LE CERCLE DES ÉCONOMISTES PRÉSENTE

**19<sup>e</sup>** RENCONTRES  
ÉCONOMIQUES  
D'AIX-EN-PROVENCE

**5-6-7  
JUILLET  
2019**

*Renouer  
avec la  
Confiance!*

*Renewing trust!*

OUVERT À TOUS  
SUR INSCRIPTION  
[lesrencontreseconomiques.fr](http://lesrencontreseconomiques.fr)



# VENDREDI 5 JUILLET

8h30	MASTERCLASS			
	MASTERCLASS			
	MASTERCLASS			
	MASTERCLASS			
12h00				
13h30	ACCUEIL			
14h00	INAUGURALE Quand avons-nous perdu confiance ?			
15h00	SESSION 1 Comment rendre leur légitimité aux experts ?	SESSION 2 Les croyances collectives ont-elles disparu ?	SESSION 3 La fiscalité est-elle décisive pour nos comportements ?	SESSION 4 L'État à l'heure du participatif ?
16h10	SESSION 5 Est-il devenu impossible de s'informer ?	SESSION 6 Peut-on se fier au progrès technologique ?	SESSION 7 La politique doit-elle s'émanciper de l'économie ?	SESSION 8 A-t-on oublié les classes moyennes ?
17h20	SESSION 9 Consommation soutenable : fantasme ou nécessité ?	SESSION 10 La fracture numérique, nouvelle fracture sociale ?	SESSION 11 Le dialogue social à l'épreuve des individualismes ?	SESSION 12 Comment réconcilier territoires et métropoles ?
18h30	DÉBAT 1 Le lien social peut-il survivre aux inégalités ?			
19h10				

# SAMEDI 6 JUILLET

8h00	DÉBAT 2 Faut-il croire en l'avenir ?				
8h50	ENCOURAGER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE SESSION 13 Les indicateurs sont-ils en perte de sens ?	ASSURER LA TRANSMISSION DU SAVOIR SESSION 17 Vers une mondialisation des compétences ?	SE RÉAPPROPRIER LA TECHNOLOGIE SESSION 21 (Re)construire la confiance dans le système de santé ?	PROTÉGER ET RÉGULER SESSION 25 La concentration des entreprises est-elle la solution ?	RESPONSABILISER LA FINANCE SESSION 29 La finance peut-elle mieux servir l'économie ?
10h00	DÉBAT 3 Faut-il se méfier de la monnaie et de la finance ?		DÉBAT 4 Peut-on faire disparaître la corruption ?		
10h45	SESSION 14 La performance sociale, outil de communication ?	SESSION 18 Mauvais élève aujourd'hui, chômeur demain ?	SESSION 22 La blockchain, nouvel intermédiaire de confiance ?	SESSION 26 Vers un nouveau contrat social entre les générations ?	SESSION 30 À quand la prochaine crise financière ?
12h00	DÉBAT 5 La tentation de souveraineté va-t-elle tuer le libre-échange ?		DÉBAT 6 Vivons-nous dans une tyrannie de la transparence ?		
12h45					
14h30	DÉBAT 7 La France peut-elle donner un nouveau souffle à l'Europe ?				
15h20	SESSION 15 Faut-il s'endetter pour s'enrichir ?	SESSION 19 Fake news: les médias à l'épreuve des réseaux ?	SESSION 23 Vers une mobilité à deux vitesses ?	SESSION 27 La traçabilité, un enjeu de société ?	SESSION 31 L'épargne: indicateur de la confiance ?
16h30	DÉBAT 8 Comment redonner confiance à l'économie ?				
17h20	SESSION 16 Comment investir face aux incertitudes ?	SESSION 20 Les villes de demain sauveront-elles le climat ?	SESSION 24 L'usine de demain se passera-t-elle de main d'oeuvre ?	SESSION 28 Repenser la responsabilité à l'heure des nouvelles technologies ?	SESSION 32 La concurrence fiscale est-elle inévitable ?
18h30	DÉBAT 9 Entre angoisse et indifférence, comment se saisir de l'urgence climatique ?		DÉBAT 10 Migrations: comment relever le défi de l'intégration ?		
19h15					

# DIMANCHE 7 JUILLET

8h00	INVITÉ SPÉCIAL	
8h30	SESSION 33 Le retour de la logique de puissance ?	SESSION 34 Quel avenir pour la démocratie ?
9h30	SESSION 35 Comment sortir de la guerre économique ?	SESSION 36 Les institutions internationales sont-elles disqualifiées ?
10h30	SESSION 37 Les cartes de l'émergence sont-elles rebattues ?	SESSION 38 L'UE est-elle condamnée à l'impuissance géostratégique ?
11h30	SESSION 39 Quelles valeurs pour construire la société de demain ?	
12h40	CONCLUSION ET DÉCLARATION FINALE	
13h00		

AMPHI DAVID	AMPHI 6
AMPHI 1	AMPHI DUMAS
AMPHI 7	AMPHI PORTALIS



13h30 - 14h00

---

**Ouverture des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence**

**Jean-Hervé LORENZI** (Le Cercle des économistes)

14h00 - 15h00

---

**Session inaugurale**

**Quand avons-nous perdu confiance ?**

La montée des populismes témoigne d'une rupture de confiance dans nos institutions, notre économie et plus généralement dans notre futur commun. Cette rupture contraste avec les espoirs d'une expansion de l'idéal démocratique et des valeurs émancipatrices que prophétisait sous un titre célèbre F. Fukuyama comme « La fin de l'Histoire ».

Quelles sont les causes profondes de cette rupture et pouvons-nous en retracer la genèse ? La première hypothèse est d'ordre économique : l'émergence de profonds risques économiques au cours des deux dernières décennies, représentés par la mondialisation, la révolution numérique, le réchauffement climatique, les inégalités, ainsi que la grande crise financière de 2008, aurait progressivement érodé la confiance des citoyens dans nos sociétés. La seconde hypothèse est celle d'un « cultural backlash »: l'expansion de valeurs émancipatrices, dont Mai 68 fut le symbole, aurait progressivement érodé l'identité des citoyens qui appellent un retour à des valeurs traditionnelles.

Mais n'assistons-nous pas plus profondément à un changement de civilisation ? Nos sociétés post-industrielles sont traversées par une double tension. D'un côté les aspirations des citoyens ne cessent d'augmenter avec la hausse de leur niveau d'éducation. De l'autre les citoyens expriment une solitude sociale grandissante avec le « désencastrement » des modes de sociabilité, notamment au travail ou dans les territoires. La crise de confiance marquerait alors surtout une crise des aspirations qui cherchent à s'exprimer dans de nouvelles formes d'expression démocratique.

Coordinateur: **Yann ALGAN** (Le Cercle des économistes)

### Session 1 - Comment rendre leur légitimité aux experts ?

L'essor des fake news et l'essor de ce qu'il est convenu d'appeler « post-vérité » semblent témoigner d'un affaiblissement marqué et préoccupant du rôle de la connaissance scientifique, et, plus généralement de l'expertise scientifique au bénéfice de croyances religieuses ou profanes et de la pure rhétorique. L'objet de cette table-ronde est d'affiner ce jugement et d'en analyser les implications pour les choix publics, les débats de société, la démocratie et l'avenir des lumières.

Trois séries de questions seront abordées, dans un contexte où bouleversements technologiques et politiques semblent au contraire nécessiter davantage de connaissances solides et légitimes :

- Cette perte de légitimité est-elle apparente ou réelle ? Comment s'explique-t-elle ?
- Sanctionne-t-elle une perte de foi dans la connaissance scientifique et les lumières ou une dérive technocratique du rôle de l'expert, témoignant d'idées fausses sur le rôle de la connaissance scientifique et de l'expertise en démocratie ? Quel devrait-être ce rôle ?
- Comment peut-on réagir pour préserver le rôle de la connaissance scientifique et l'apport des lumières et quelles en sont les implications éthiques et pratiques ?

Coordinateur : Pierre JACQUET (Le Cercle des économistes)

### Session 2 - Les croyances collectives ont-elles disparu ?

Les progrès de la connaissance et l'accès débridé à l'information devraient améliorer une perception raisonnée, voire rationnelle, de la société et de l'économie. Et donc conduire au recul des croyances collectives, c'est-à-dire des idées fausses, des représentations erronées mais tenues pour vraies malgré l'évidence empirique. Mais sur les marchés cognitifs, là où se forment les représentations de l'état du monde, ces croyances collectives ont-elles disparu ? C'est douteux.

Sur le plan économique et social les exemples de déni de l'évidence sont légion, de l'exagération de l'ampleur de l'immigration et de ses effets sur le chômage à la conviction erronée que les niveaux de vie des plus pauvres ne cessent de reculer en France. D'où viennent alors ces croyances ? Comment le déni de la réalité vient-il alimenter la rhétorique du déclin ou de l'insécurité, source de conflictualité sociale et politique, et engendrer le fanatisme religieux ou les replis populistes ? Tel est l'objet de cette session que de s'interroger sur l'origine et la dynamique des croyances collectives, et d'en évaluer les effets sur la confiance.

Coordinateur : André CARTAPANIS (Le Cercle des économistes)

### Session 3 - La fiscalité est-elle décisive pour nos comportements ?

La fiscalité a une double utilité pour les pouvoirs publics. Elle sert bien entendu à financer le fonctionnement et l'action de l'État, mais elle peut aussi être utilisée à des fins politiques comme un outil d'incitation de masse, en pénalisant les comportements induisant des externalités néfastes pour la société. À l'inverse, le système des niches fiscales est sensé encourager les comportements vertueux et stimuler les activités bénéfiques telles que l'innovation.

La lutte contre les émissions de gaz à effet de serre via l'idée d'une « Taxe Carbone », a ravivé le débat sur cette stratégie. Alors que certains protestent contre l'idée d'une taxe pigouvienne pour façonner les comportements, d'autres contestent les modalités de mise en œuvre et le choix des contribuables ciblés (ménages, entreprises...).

Comment déterminer le bon niveau de taxation, entre compensation des coûts d'externalités, impact sur le pouvoir d'achat des ménages et compétitivité des entreprises ? Au-delà de sa bonne mise en œuvre, la pression fiscale est-elle vraiment la meilleure solution pour influencer le comportement des agents économiques ? A-t-elle eu un effet concluant sur les comportements nocifs (tels que le tabagisme, les jeux d'argent, les boissons sucrées...) ou sur les activités bénéfiques (telles que l'innovation) ? Faut-il lui préférer la réponse régulatrice et les incitations plus directes ?

Coordinateur : Stefanie STANTCHEVA (Le Cercle des économistes)

### Session 4 - L'État à l'heure du participatif ?

Depuis la fin des années 70, deux visions de l'État s'affrontent entre les tenants d'un État allégé, limité à ses prérogatives régaliennes et les défenseurs du modèle de l'État-providence. Aujourd'hui cependant, les citoyens semblent peu enclins à abandonner cette réflexion à des représentants politiques envers lesquels ils sont de plus en plus méfiants. Assiste-t-on à une crise de la gouvernance ? Si c'est le cas, comment interroger, analyser et mieux prendre en compte l'opinion publique ? Comment assurer la pédagogie des réformes entreprises ? Les représentants politiques au niveau national sont-ils vraiment déconnectés des réalités locales ?

Le contexte actuel de rigueur budgétaire renforce la tentation d'un recul du périmètre de l'action de l'État. D'autres acteurs, nouveaux ou préexistants, peuvent alors prendre le relai pour assurer les services qui ne sont plus couverts: ONG, entreprises, syndicats... Mais quelle est la légitimité d'agents privés pour remplir des missions traditionnellement assurées par le service public ? Peut-on prévoir et faire confiance à l'efficacité de l'action de ces acteurs ? Le rôle des corps intermédiaires est-il en train d'être réinventé ?

Coordinateur : Patricia BARBIZET (Le Cercle des économistes)

### Session 5 - Est-il devenu impossible de s'informer ?

La « post-vérité » est une situation où coexistent, avec un statut quasi équivalent, des faits objectifs et des falsifications. Les mensonges, les rumeurs, les théories du complot n'ont pas attendus l'hyperconnectivité et les réseaux sociaux, mais ceux-ci sont une caisse de résonance et accélèrent la propagation.

Le paradoxe est que jadis les moyens de s'informer manquaient, et les mensonges prospéraient dans le brouillard. Aujourd'hui, ils sont omniprésents. La coexistence du faux à côté du vrai tient à une méfiance envers les médias, les experts, les « sachants ». Surtout, il y a confusion entre connaissance, opinion et croyance : les tenants du « platisme » nous disent « c'est mon opinion et c'est mon droit de l'avoir ». En économie où des divergences d'opinions sont normales, encore faut-il qu'elles soient éclairées. Or les fake news s'imposent, se renforcent en tournant en rond au sein des groupes homogènes sur les réseaux sociaux. Si la liberté d'opinion dégénérée en vient à décrédibiliser la vérité objective, la démocratie n'est-elle pas en danger ?

*Coordinateur* : Pierre DOCKES (Le Cercle des économistes)

### Session 6 - Peut-on se fier au progrès technologique ?

Cette session propose d'examiner les liens entre progrès technologique et confiance. D'un côté le progrès technique est responsable de la plus grande part de la croissance des économies, et de ce fait est la principale source d'amélioration des conditions de vie, aussi bien dans les pays développés qu'en développement. De l'autre, chaque vague de progrès technique suscite des mouvements de défiance : d'abord, certaines innovations sont en soi porteuses de nuisances pour l'environnement (glyphosate), la santé (prothèses mammaires), ou la vie privée (utilisation des données personnelles) ; ensuite, la rétention des informations, leur falsification ou la simple crainte de celle-ci peuvent aboutir à la perte de confiance dans les avancées technologiques.

En outre, le progrès technique peut détruire des emplois ou simplement transformer la structure des emplois d'une façon jugée menaçante pour les individus : c'est le cas des technologies numériques et de la structuration des plateformes. Il peut déplacer les frontières entre l'humain et « l'artificiel » comme le font certaines biotechnologies et être alors perçu comme une menace pour l'humanité (clonage, manipulation génétique).

Face à l'ensemble de ces opportunités mais aussi de ces dangers, le rôle du politique est essentiel, notamment pour renforcer la confiance dans le progrès technologique. Il doit guider les choix de sociétés, réguler quand c'est nécessaire, assurer le respect des règles du jeu. Ce sont ces différents sujets qui seront débattus lors de cette session.

*Coordinateur* : Anne PERROT (Le Cercle des économistes)

### Session 7 - La politique doit-elle s'émanciper de l'économie ?

Que ce soit par leurs votes ou par leurs manifestations, les populations manifestent leur insatisfaction un peu partout dans le monde. Malgré la diversité des cultures et des régimes, cette insatisfaction reflète partout la convergence de frustrations liées aux contraintes de la vie économique et aux défaillances de la vie politique. Face à cette double crise de confiance, certains accusent les « contraintes économiques » d'exercer une influence excessive sur les choix politiques. Ils en appellent à plus de volontarisme politique, mais l'exercice du pouvoir en revient inéluctablement aux dures réalités de l'économie.

Cette tension renvoie à la complexité des mécanismes au cœur des sociétés qui cherchent à conjuguer les disciplines de marché et les aspirations démocratiques. Chacun y est à la fois agent économique et sujet politique. Une société harmonieuse est donc fondée sur la complémentarité de ces deux sphères : la conduite de politiques publiques doit organiser l'économie pour répondre aux attentes, permettant ensuite de renouveler et légitimer le pacte politique.

La perte de confiance actuelle provient du conflit entre ces sphères : nous vivons le divorce de l'agent économique, frustré et inquiet, et du sujet politique, désenchanté et cynique. Les remèdes ne se résumeront donc pas à juxtaposer de « meilleurs choix économiques » et « une démocratie plus vivante », ils devront porter sur l'articulation entre les deux. Comment mieux intégrer l'argument économique dans les luttes politiques en amont ? Comment imposer les exigences de justice sociale dans le déroulé contraignant de la vie économique ?

*Coordinateur* : Jacques MISTRAL (Le Cercle des économistes)

### Session 8 - A-t-on oublié les classes moyennes ?

Le débat public dans les pays développés a mis l'accent sur les deux extrêmes de la distribution, les très riches et les très pauvres, au risque d'occulter l'entre-deux, avant que celui-ci revienne spectaculairement sur le devant de la scène avec l'élection de Trump aux Etats-Unis ou le mouvement des gilets jaunes en France. Par contraste, dans les pays en développement, on parie sur l'émergence d'une classe moyenne, qui garantirait la stabilité démocratique. Mais la classe moyenne dans les pays en développement commence avec un revenu de 4 dollars par jour !

Y a-t-il un dénominateur commun des classes moyennes ? Assiste-t-on à leur disparition ou à leur déclassement, d'une période à l'autre en cours de vie, mais aussi et surtout, d'une génération à l'autre ? L'évolution des classes moyennes a-t-elle un lien avec la remise en cause de la démocratie ?

*Coordinateur* : Akiko SUWA-EISENMANN (Le Cercle des économistes)

**Session 9 - Consommation soutenable: fantasme ou nécessité ?**

- Face aux ressources épuisables de la planète, notre modèle est-il à bout de souffle ?
- L'économie circulaire peut-elle soutenir seule notre niveau de consommation actuelle ?
- Devra-t-on renoncer à une partie de notre confort matériel ?
- Efficacité énergétique vs nouveaux modes de fonctionnement énergétiques ... quels seront demain nos besoins en énergie ?
- Serons-nous capables de nous réguler avant d'y être contraints par le manque de ressources ?

**Session 10 - La fracture numérique: nouvelle fracture sociale ?**

À l'heure de l'hyper connexion, du tout numérique, de la dématérialisation croissante des processus dans l'entreprise et dans l'administration, l'exclusion numérique devient un sujet majeur. Au-delà d'une fracture numérique flagrante entre les États, l'inclusion numérique de tous n'est toujours pas assurée au sein des pays occidentaux. En France par exemple, près de 7 millions de français déclarent ne jamais se connecter à internet. Manque d'équipement, défaut de formation, déficit d'infrastructures, les raisons sont multiples. Mais dans une société où les imbrications sociales, économiques et technologiques sont toujours plus fortes, la réalité et les conséquences de la fracture numérique sont-elles suffisamment prises en compte ? L'inégalité d'accès au numérique est-elle le prolongement de la fracture sociale ?

Dans une société intégrant de plus en plus d'outils numériques dans ses institutions, l'inclusion sociale et économique de tous implique aussi que la totalité de la population ait accès aux nouvelles technologies et soit accompagné face à leurs évolutions rapides. Face à l'évolution permanente des outils, comment lutter efficacement contre cette inégalité ? Les entreprises ont-elles un rôle à jouer en la matière ?

**Session 11 - Le dialogue social à l'épreuve des individualismes ?**

Les institutions qui ont structuré le dialogue social au XX<sup>ème</sup> siècle sont mises à mal par la montée de l'individualisme, qui a eu comme corolaire i) un affaiblissement de la perception de la réalité en termes de classes sociales, bien que celles-ci soient toujours aussi structurantes (on pense désormais plutôt en termes de groupes ou de communautés, chaque individu ayant plusieurs appartenances en fonction de son origine, son genre, sa sexualité, etc.); ii) une perte de confiance et d'intérêt pour les instances représentatives traditionnelles.

Faut-il travailler à relégitimer et à moderniser les organes existants du dialogue social ou plutôt s'ouvrir à des formes entièrement nouvelles de dialogue social ? Le grand débat que le gouvernement français a organisé cette année en réponse au mouvement des gilets jaunes a-t-il été un dialogue ?

Il nous faudra également nous interroger sur le dialogue social à l'heure du numérique. Il semble qu'aujourd'hui les mouvements sociaux prennent vie sur la toile avant d'exister sur le terrain. C'est dans l'espace virtuel que l'action collective s'organise, que les revendications s'amplifient. Doit-on se réjouir de cette démocratisation de l'accès à un porte-voix ou s'en méfier ?

**Session 12 - Comment réconcilier territoires et métropoles ?**

Deux transformations sont à l'œuvre dans le monde. D'une part le développement de la Nouvelle Révolution Industrielle, actuellement en pleine accélération. D'autre part, La métropolisation de la croissance, résultant de la densification des processus créatifs et productifs. En conséquence, apparaissent des territoires non métropolisés, qui ne disposent pas d'une métropole connectée au monde globalisé ni de systèmes de recherche, d'innovation et de financement. Ces territoires, qui manquent aussi d'une gouvernance visionnaire maniant simultanément les leviers du développement économique, de l'urbanisme et des transports pour attirer les acteurs de la Nouvelle Économie, sont rapidement marginalisés.

La France, en particulier, fait face depuis 20 ans à une désindustrialisation accélérée de ses territoires peu ou pas métropolisés. Le poids de la production manufacturière est ainsi tombé à 10% du PIB en France, contre 20% du PIB en Allemagne, qui possède un réseau puissant de métropoles. En France, 90% de la population vit ainsi sur la moitié du territoire, délaissant l'autre moitié qui ne dispose pas de villes métropolisées.

Il faut agir au niveau national et au niveau régional si l'on veut réconcilier territoires et métropoles. Au niveau national, comment accélérer la modernisation du système productif dans la Nouvelle révolution industrielle ? Comment renforcer le système métropolitain en place ? Au niveau régional, comment coupler les territoires éloignés avec des métropoles renforcées ? Le système institutionnel en place permet-il ces évolutions ? Sinon, quel nouveau système institutionnel proposer ?

## Débat 1 - Le lien social peut-il survivre aux inégalités ?

---

Les inégalités ont augmenté dans la plupart des économies développées depuis 1990 et fragilisent les classes moyennes. Dans de nombreux pays, une part significative de la population exprime son rejet, dans les urnes ou dans la rue.

Les Etats-Unis constituent un cas topique, avec des revenus relatifs des classes moyennes qui ont régressé et une espérance de vie qui a décliné depuis 2015. Ailleurs, ce sont parfois les inégalités d'accès et de chances qui menacent la qualité du lien social. En France, où les inégalités de revenus post-redistribution ont été globalement assez stables, les perspectives sociales sont ainsi très fortement liées au milieu socio-professionnel des parents.

Comment comprendre les causes et les symptômes des inégalités ? Quel avenir pour les classes moyennes ?

Comment dans ce contexte (re)faire société ? Quel rôle pour les différents acteurs ? Quelles priorités pour les politiques publiques ?

Coordinateur: Claire WAYSAND (Le Cercle des économistes)



## Débat 2 - Faut-il croire en l'avenir ?

---

En ces temps d'angoisse et de doute généralisés, la perception de la marche du monde, en particulier dans les sociétés occidentales, n'a jamais été aussi sombre. Morosité économique, réchauffement climatique, regain de tensions commerciales et géostratégiques, accroissement des inégalités, montée en puissance des populismes ... : les raisons de désespérer ne manquent pas. Plus grave encore, face à la complexité et la difficulté de relever tous ces défis de front, la tentation de baisser les bras et de se contenter de s'adapter aux conséquences pourrait se faire plus forte. Comment mobiliser les agents économiques, au-delà du court-terme, face aux enjeux de notre temps ?

Alors que le traitement des actualités manque souvent de la distance nécessaire, il convient de rappeler que notre époque permet et semble promettre un progrès social et une inclusivité inédite pour les populations. Face à la grisaille actuelle, comment continuer de croire en des lendemains qui chantent ? Quels signaux pourraient nous donner l'espoir d'une poursuite du progrès ? Une société confiante dans ses perspectives est-elle plus performante économiquement et dans son développement ? Utilisation de la technologie, progression du capital humain : quels seront les outils du progrès humain de demain ?

Coordinateur : Philippe AGHION (Le Cercle des économistes)



### Débat 3 - Faut-il se méfier de la monnaie ?

---

- La monnaie, enjeu de coopération ou de compétition ?
- Faut-il craindre une « guerre des changes » en parallèle de la guerre commerciale ?
- Quel bilan pour l'Euro ? L'intégration économique est-elle plus intéressante que la souveraineté monétaire ?

### Débat 4 - Peut-on faire disparaître la corruption ?

---

La corruption varie considérablement d'un pays à l'autre. Malgré des problèmes de mesure, les études montrent une corrélation positive entre corruption et pauvreté. Même si cela ne prouve pas que la corruption soit à l'origine de la pauvreté, elle parasite le bon fonctionnement des institutions et de l'économie formelle. Elle contribue au climat de défiance vis-à-vis des élites et des responsables politiques. De fait la vie politique est perçue partout dans le monde, pays riches et pauvres confondus, comme le domaine le plus compromis par la corruption. Ainsi la corruption dans les pays riches implique généralement des sommes d'argent considérables et des acteurs de premier plan (hauts fonctionnaires, politiciens, chefs d'entreprises). Dans les pays pauvres, cette corruption des élites coexiste avec une forme généralisée de corruption qui implique des petites sommes d'argent et de modestes bureaucrates. Selon une estimation de la Banque Mondiale, environ 3 % des échanges de la planète seraient des pots-de-vin.

Si tout le monde, ou presque, s'accorde sur la nécessité de combattre la corruption, les moyens à employer font débat. Entre capture, lobbying et corruption il est parfois difficile de tracer la limite. En outre, se pose l'instrumentalisation de la lutte contre la corruption : la volonté de dénoncer la corruption ne sert-elle pas parfois de prétexte à l'ingérence économique ou aux luttes politiques internes ? Enfin, est ce que les mécanismes de surveillance (échange automatiques des données, publication des revenus de nos représentants politiques, etc.) et de sanction (debarment, amende, prison) réduisent ou déplacent la corruption ?

Coordinateur : Agnès BENASSY-QUERE (Le Cercle des économistes)

Coordinateur : Emmanuelle AURIOL (Le Cercle des économistes)

### Débat 5 - La tentation de souveraineté va-t-elle tuer le libre-échange?

---

- Le développement des accords commerciaux bilatéraux signe-t-il l'échec de l'OMC ?
- Libre-échange, souveraineté et démocratie : le libre-échange est-il à l'opposé des aspirations populaires ? Arbitrage internationale : la protection des investisseurs se fait-elle au détriment de celle des peuples ?
- Les accords créent-ils mécaniquement des perdants ? Comment les protéger ?
- Hard-Brexit, rejet du TTIP/CETA: Le retour du protectionnisme et du rapport de force est-il entériné ?

Coordinateur : Philippe MARTIN (Le Cercle des économistes)

### Débat 6 - Vivons-nous dans une tyrannie de la transparence ?

---

Commençons par dire que, pour des milliards d'êtres humains, le problème n'est pas celui de la tyrannie de la transparence mais celui de la tyrannie de l'opacité. L'accès à l'information constitue l'un des clivages les plus marqués entre ce que l'on peut appeler le Nord et le Sud.

Pour la plupart des pays du Sud, les principaux enjeux sont ceux de l'accès à l'information et de l'objectivité de celle-ci. Que peut-on faire dans ce domaine qui ne passe pas par un progrès de la démocratie ?

Pour les pays du Nord, le problème est presque inverse. Trop d'information ne tue-t-elle pas l'information ? La qualité de l'information et, plus encore, la perception que l'on a de cette qualité sont des éléments clé de la confiance et donc de la citoyenneté. Pour mettre en perspective cette thématique, et donc pour mieux réguler, il convient de faire le tri entre des sphères de nature très différentes. Il faut faire la distinction entre la production et la distribution d'information, sphères entre lesquelles s'intercale la manipulation de celle-ci. De même, il faut opérer une distinction entre les sphères économiques, politiques et privées.

Ce n'est qu'à partir de cette classification que l'on pourra répondre aux questions : quelle information ? Pour qui ? Quand ? Et pourquoi ? Et, à partir de là, définir, non pas une, mais des régulations (qui ne passent pas nécessairement par la réglementation) visant à protéger le plus en contraignant le moins.

Coordinateur : Olivier PASTRE (Le Cercle des économistes)

## Débat 7 - La France peut-elle donner un nouveau souffle à l'Europe ?

---

Les économistes ont une vue assez consensuelle des défauts, des défaillances, présentes de l'Union Européenne et de la zone euro : il n'y a pas de mécanisme qui corrige l'hétérogénéité croissante des pays (en termes de spécialisation productive, de niveau de revenu, d'évolution de la compétitivité) ou qui permette de partager les risques (chocs conjoncturels, crises) entre les pays.

Il n'y a plus de mobilités des capitaux entre les pays de la zone euro ce qui vide de sens l'Union Monétaire. La règle est la concurrence et non la coordination des politiques fiscales. L'Europe n'a pas su faire apparaître des entreprises de grande taille dans les secteurs d'avenir (énergies renouvelables, batteries électriques, entreprises de l'Internet).

La France (le gouvernement, de nombreux économistes) met en avant ces défaillances et propose de les corriger par une dose accrue de fédéralisme (budget de la zone euro), par l'harmonisation des règles du marché du travail (par exemple, salaire minimum identique dans tous les pays relativement au salaire médian...), par la mise en place d'une dette sans risque de la zone euro (qui corrigerait la segmentation des marchés financiers), par l'harmonisation fiscale, par une réflexion sur les règles de la concurrence, par une forme de « politique industrielle européenne ».

Mais, s'il y a acceptation d'un rôle accru de l'Europe dans les domaines de la sécurité, du contrôle de l'immigration, des investissements d'avenir, la coordination des politiques économiques (salariales, sociales, fiscales) ou la constitution d'un budget commun sont aujourd'hui rejetées, y compris par les conservateurs allemands.

Peut-être faut-il se résigner à ce que l'Europe économique soit seulement un grand fonds d'investissement, alors que les pays conserveraient leur liberté de choix des politiques du marché du travail, des politiques fiscales, ce qui semble être la position dominante aujourd'hui en Allemagne, en Italie, en Europe du Nord.

Coordinateur : **Patrick ARTUS** (Le Cercle des économistes)

### Débat 8 - Comment redonner du sens aux institutions ?

---

- La situation française actuelle permet-elle toujours d'envisager un nouveau souffle pour la France ?
- Peut-on encore croire à un leadership français pour l'Europe ? Quelle place pour la France dans le jeu diplomatique mondial ?
- La France cristallise-t-elle trop d'opposition de la part de certains États membres pour porter une position fédératrice ?
- Le « moteur franco-allemand » est-il toujours d'actualité ? Quelle évolution crédible peuvent-ils porter pour l'Europe ?

*Coordinateur* : **Christian de BOISSIEU** (Le Cercle des économistes)

### Débat 9 - Entre angoisse et indifférence, comment se saisir de l'urgence climatique ?

---

Depuis la clôture de la COP 21, les effets du changement de stratégie climatique sont scrutés : quels indices permettent d'espérer une transition « bas carbone » suffisamment puissante et rapide ? Ce n'est pas au niveau global que des signaux sont discernables : la part du mix mondial couverte par charbon-pétrole et gaz reste inerte, aux alentours de 80 %. Et le rebond des émissions de CO2 en 2017 et 2018, semble repousser sine die toute perspective plausible de « pic du carbone ». En revanche, l'analyse des stratégies des pays les plus avancés est riche d'enseignements : 17 pays européens et les Etats-Unis ont structurellement réduit leurs émissions, avec une transformation rapide de leurs systèmes électriques. De même, différents « signaux faibles » méritent notre attention : manifestations citoyennes récurrentes, traduction devant des tribunaux de différents États pour « inaction climatique », ...

Repérer et analyser ces signaux est essentiel, car le pire n'est pas encore sûr.

Coordinateur : **Patrice GEOFFRON** (Le Cercle des économistes)

### Débat 10 - Migrations: comment relever le défi de l'intégration ?

---

Une de manifestation les plus symboliques du climat de défiance dans une société s'exprime par la peur et le rejet des personnes étrangères. L'immigration est plus que jamais au cœur de la joute politique et, dans certains pays, les populations ont porté au pouvoir des leaders développant un discours violemment opposé à la migration. La coordination internationale des politiques migratoires se révèle par ailleurs particulièrement difficile à mettre en place.

Cette session analysera les effets des flux migratoires dans les pays riches et discutera de l'intégration économique et sociale des personnes immigrées et de leur descendants. Elle abordera également les questions de savoir ce qui est politiquement souhaitable et réalisable à partir d'expériences diverses. La trop fréquente violence des discours et la polarisation des points de vue révèlent peut-être aussi que l'on ne sait pas toujours « parler » d'immigration. Ce débat aura aussi pour objet d'aider des points de vue divergents à retrouver un terrain de discussion.

Coordinateur : **Hippolyte d'ALBIS** (Le Cercle des économistes)

## PARCOURS 1 - ENCOURAGER LE DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE

9h00 - 10h10

**Session 13 - Les indicateurs sont-ils en perte de sens ?**

La question de la pertinence des indicateurs économiques – au premier rang duquel le PIB cristallise les critiques - est un véritable serpent de mer du débat économique. Le Produit Intérieur Brut est particulièrement contesté, car souvent confondu, dans son traitement politique et médiatique, avec la mesure effective de la richesse d'un pays. Cette définition rentre en conflit avec la perception des populations, qui ne se sentent pas nécessairement plus riches lorsque le PIB progresse. Plus généralement, la description de la santé économique des États, des entreprises ou des ménages par une série de chiffres déshumanise le débat et ouvre la porte aux manipulations via une interprétation sélective des résultats.

Sous la double influence de la recherche de nouvelles mesures (impact écologique, performance RSE...) et d'outils plus précis ou plus intuitifs que le PIB pour mesurer la richesse, les différents indicateurs analysés se multiplient (PNB, IDH, IPH, ISS, empreinte écologique...). Que valent les indicateurs de performance ? Le chiffrage des grands équilibres a-t-il encore un sens ? Quel est l'intérêt des indicateurs si leur pertinence fait débat ? Le problème ne réside-t-il pas plutôt dans le manque de pédagogie sur l'importance et le sens à donner aux indicateurs ? Sont-ils pertinents pour guider les transformations de la société ?

*Coordinateur :* **Claudia SENIK** (Le Cercle des économistes)

10h50 - 12h00

**Session 14 - La performance sociale, outil de communication ?**

Les attentes nouvelles de la société civile à l'égard de l'entreprise nous invitent aujourd'hui à reconsidérer son rôle-même. Alors que les sociétés ont longtemps été juridiquement définies comme des entités motivées par la recherche de profit, il semble que leur objet social tende aujourd'hui à s'élargir pour inclure des considérations environnementales et sociales.

RSE, impact positif sur la société, verdissement des activités, meilleures conditions de travail : les entreprises peuvent-elles être acteurs de la confiance ? La performance sociale soulève plusieurs interrogations. D'une part, quant aux motivations des entreprises : la performance sociale est-elle une stratégie des entreprises pour prospérer à long terme ou un véritable engagement humaniste ? Quels gains tirer de la performance sociale en dehors du bénéfice d'image ? D'autre part, quant à l'impact de ces initiatives : l'implication des entreprises s'étend-elle jusqu'à la mesure de l'impact de la performance sociale ? Cet impact est-il suffisant pour conclure que les entreprises se substitueront aux acteurs étatiques traditionnels dans la gestion des enjeux sociaux et climatiques à venir ? Une meilleure répartition des bénéfices ne serait-elle pas plus à même d'atteindre certains de ces objectifs ?

*Coordinateur :* **Lauréat de «La Parole aux Étudiants»** (Le Cercle des économistes)

15h20 - 16h30

**Session 15 - Faut-il s'endetter pour s'enrichir ?**

- Comment protéger les ménages du surendettement ?
- A-t-on besoin de plus de dettes pour faire fonctionner notre modèle ?
- Comment rassurer les investisseurs face à la remontée des taux ?
- Faut-il encourager l'emprunt ?
- La dette publique fragilise-t-elle un État ?
- Vivre au-dessus de ses moyens : est-ce un mal pour un bien ? Faut-il reprendre les grands programmes de relance ?

*Coordinateur :* **Catherine LUBOCHINSKY** (Le Cercle des économistes)

17h20 - 18h30

**Session 16 - Comment investir face aux incertitudes ?**

Dans presque toutes les économies avancées, on constate depuis les années 90 un ralentissement tendanciel de la croissance du capital productif, qui a induit plus récemment un déclin du rythme du progrès technique et une baisse de sa vitesse de diffusion dans l'économie. Cette évolution n'est pas seulement imputable au vieillissement et à la baisse tendancielle du prix du capital combinée au poids croissant du capital intangible. Elle résulte aussi d'incitations économiques inefficaces, des incertitudes liées à la montée des protectionnismes dans le monde et de l'aversion au risque apparemment croissante des investisseurs.

La session s'attachera à discuter la contribution respective de ces différents facteurs à cette évolution. Elle s'attachera aussi à isoler les stratégies économiques et monétaires susceptibles de relancer l'investissement et de contribuer, par là-même, à la pérennité d'un monde économique ouvert, à la maîtrise sociale du progrès technique et à la maîtrise du changement climatique.

*Coordinateur :* **Philippe TRAINAR** (Le Cercle des économistes)

## PARCOURS 2 - ASSURER LA TRANSMISSION DU SAVOIR

9h00 - 10h10

**Session 17 - Vers une mondialisation des compétences ?**

La mobilité des acteurs économiques sur la scène internationale s'est longtemps construite autour de compétences propres à un domaine d'activité et/ou une zone géographique. Or, le numérique tend aujourd'hui à uniformiser les compétences de deux manières : d'une part, en facilitant l'accès à l'information et à la formation ; d'autre part, à travers l'expansion des outils numériques dans tous les secteurs, rendant centrales les compétences nécessaires à leur utilisation. À l'ère du numérique, la mondialisation implique-t-elle nécessairement une unicité des qualifications et des compétences ?

Il semble évidemment qu'une homogénéisation des compétences sur le marché de l'emploi s'accompagnera à terme d'une même homogénéisation des formations. Si le niveau d'éducation et la nature des formations proposées s'harmonisent, quel avantage comparatif reste-t-il aux pays occidentaux ? La mondialisation des formations se doublera-t-elle d'une disparition des écoles de pensée ? Faut-il lutter contre ce formatage ? Faut-il, au contraire, l'accompagner ou le devancer pour en tirer le meilleur parti ? L'enseignement des humanités a-t-il toujours un sens ?

*Coordinateur :* Lauréat de «La Parole aux Étudiants» (Le Cercle des économistes)

10h50 - 12h00

**Session 18 - Mauvais élève aujourd'hui, chômeur demain ?**

Sous la double influence de la transition technologique et de la mondialisation, le marché de l'emploi est confronté à des changements profonds: polarisation du travail entre emplois hautement qualifiés et services moins qualifiés; compétition internationale autour de la robotisation et de l'intelligence artificielle ; création de nouvelles formes d'emploi et de nouveaux besoins difficiles à anticiper. Ces enjeux sont au cœur de la réflexion scientifique et médiatique, alimentant l'angoisse de plus en plus de personnes sur l'avenir de leur travail ou de celui de leurs enfants. La tension croissante sur le marché du travail est d'autant plus risquée qu'elle semble en passe d'exclure ceux qui ne poursuivent pas d'études secondaires ou de les confiner à des emplois précaires et mal rémunérés.

Nous dirigeons nous vers un marché du travail à deux vitesses? Quelle est l'ampleur, la rapidité de cette transformation et quels sont les secteurs concernés ? Quels types de compétences sont menacés et quelles sont celles qui seront le clef du succès demain ? Comment donner une seconde chance à ceux qui n'ont pas réussi leur formation initiale ? Comment développer et promouvoir des modèles alternatifs de formation pour les jeunes à risque de décrocher afin qu'ils ne passent pas entre les mailles du filet du système éducatif ?

*Coordinateur :* Stéphane CARCILLO (Le Cercle des économistes)

15h20 - 16h30

**Session 19 - Fake news: les médias à l'épreuve des réseaux ?**

- Comment un média peut-il asseoir sa légitimité ? Quel impact de leurs travaux de vérifications factuelles ?
- Comment choisir un média fiable face à la multiplication des sources ?
- Les médias traditionnels sont-ils incapables de satisfaire la subjectivité de leur public ?
- Les populations perdent-elles de vue la nécessité de payer pour obtenir une information fiable et étayée ?
- Les réseaux sociaux produisent-ils un faux sentiment d'authenticité des sources ?
- Quel objectif derrière la production de fausses informations ? Existe-t-il une industrie de la Fake News ?

*Coordinateur :* Dominique ROUX (Le Cercle des économistes)

17h20 - 18h30

**Session 20 - Les villes de demain sauveront-elles le climat ?**

Face à la gravité du réchauffement climatique dont les effets pourraient bouleverser l'économie mondiale, une prise de conscience s'opère progressivement, visant à pousser les acteurs à agir plus vigoureusement et plus rapidement pour limiter la hausse des températures. Dans l'accord de Paris (2015), la grande majorité des états de la planète reconnaissent la gravité du réchauffement climatique et s'engagent à agir pour que la température n'augmente pas de plus de 2 degrés, ou mieux, de 1,5 degré, dans les années à venir. Toutefois, depuis 2015, les émissions de gaz à effet de serre continuent à augmenter et la trajectoire de réchauffement se situe très au-dessus de deux degrés.

De très nombreux acteurs sont impliqués dans ce que sera l'évolution de l'équation climatique : les gouvernements des pays signataires de l'Accord de Paris, les entreprises, les villes et les territoires. Il s'agit dans cette session d'examiner le rôle que les villes peuvent jouer ; les villes d'aujourd'hui mais surtout des villes du futur, celles qui auront inscrit dans leurs priorités le respect de l'environnement et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Au-delà des actions entreprises ou envisagées, il convient de savoir si la contribution des villes est de nature à modifier, de façon significative l'évolution du réchauffement climatique.

*Coordinateur :* Jean-Marie CHEVALIER (Le Cercle des économistes)



## PARCOURS 3 - SE RÉAPPROPRIER LA TECHNOLOGIE

9h00 - 10h10

**Session 21 - (Re)construire la confiance dans le système de santé ?**

La récurrence des scandales sanitaires d'envergure (affaire du Mediator, crise du Levothyrox...) provient de causes multiples mais produit un effet délétère sur la confiance des usagers dans les produits de santé, et au-delà, dans les institutions qui les régulent. En dépit du progrès des connaissances, des outils et de la science fondamentale dans son ensemble, la réception et, il faut bien le dire, l'acceptation du savoir médical n'ont jamais été autant confrontées à la défiance et à l'hostilité. Par exemple, le mouvement anti-vaccination s'appuie sur des rumeurs et des informations fausses, mais connaît une forte adhésion, attestée par la reprise des cas de rougeole, dont certains mortels, en France ou en Italie. La méfiance, voire la défiance, semble aussi imprégner les relations entre les professionnels de santé et les autorités sanitaires (assurance maladie, ministère de la santé, ARS...).

Cette méfiance des uns et des autres est-elle générée par un défaut d'une information claire et précise ? Est-elle liée à la perception d'un manque d'indépendance des professionnels de la santé face aux géants de l'industrie pharmaceutique ? Est-elle un « mauvais équilibre », au sens où chacun ne fait pas confiance à l'autre, parce qu'il pense que l'autre ne lui fait pas confiance ? Cette méfiance a-t-elle un coût économique ? En matière de santé publique ?

La construction d'un nouveau « pacte de santé » est pourtant possible, en rappelant que la confiance est réciproque, ou n'est pas. Les nouvelles technologies peuvent-elles faciliter la reconstruction de cette confiance, en particulier en portant une attention plus grande à la voix des patients ? Une approche plus coercitive (vaccins obligatoires, par exemple) est-elle nécessaire et/ou souhaitable ?

Coordinateur : Pierre-Yves GEOFFARD (Le Cercle des économistes)

10h50 - 12h00

**Session 22 - La blockchain, nouvel intermédiaire de confiance ?**

L'essor de la blockchain est-il de nature à révolutionner ou réinventer la confiance ? L'une des conséquences majeures de la blockchain étant la suppression des intermédiaires — tels les banquiers — au profit d'un système décentralisé et partagé, la confiance n'est plus portée par une personne ou un organe de contrôle, appelé « tiers de confiance », mais devient décentralisée.

Si un tel système est attractif dans les pays subissant des difficultés monétaires et/ou une crise de confiance dans les régulateurs étatiques, qu'en est-il des pays, notamment européens, qui tendent à avoir foi dans le système bancaire ? La base de données rassemblant l'ensemble des transactions est-elle réellement sécurisée ; les informations sont-elles inaltérables, authentiques et inviolables ? Peut-on avoir une confiance absolue en les algorithmes ? Quelles sont les limites et les failles du système ? Cette session se propose de répondre à ces interrogations d'une actualité criante en s'intéressant à la blockchain en tant que nouvel intermédiaire de confiance.

Coordinateur : Valérie MIGNON (Le Cercle des économistes)

15h20 - 16h30

**Session 23 - Vers une mobilité à deux vitesses ?**

L'étalement urbain et les dynamiques de déplacements, entre des lieux de vie et de travail parfois distants, rendent aujourd'hui la question de la mobilité cruciale. Dans le même temps, les inégalités de mobilité géographique sont calquées sur la polarisation sociale avec, d'une part, des métropoles très connectées dont les habitants sont majoritairement intégrés et, de l'autre, des territoires ruraux où la qualité des réseaux est plus faible et où les populations ressentent parfois un sentiment d'exclusion. Les implications en matière d'emploi et de pouvoir d'achat renforcent ce lien entre mobilités sociale et géographique.

La lutte contre cette double fracture soulève plusieurs questions. La qualité de la mobilité géographique conditionne-t-elle la réussite de la mobilité sociale ? Notre réflexion doit-elle se concentrer sur nos modes de mobilité ? Sur notre organisation du travail (localisation, télétravail...) ? Sur nos modes d'urbanisation (concentration urbaine, transport...) ?

La question environnementale complexifie les décisions à prendre en la matière. Les deux objectifs semblent contradictoires : les modes de transports les plus polluants (voitures, avions) sont aujourd'hui centraux dans la mobilité de nombreuses personnes. Quelle alternative crédible ? L'innovation technique apportera-t-elle la solution ?

Coordinateur : Lauréat de «La Parole aux Étudiants» (Le Cercle des économistes)

17h20 - 18h30

**Session 24 - L'usine de demain se passera-t-elle de main d'oeuvre ?**

L'introduction de nouveaux outils numériques nourrit aujourd'hui nos réflexions sur l'avenir de l'industrie. Paradoxalement, alors que l'importance du capital humain est au cœur de tous les discours et que les compétences de travailleurs qualifiés et pointus sont plus que jamais nécessaires, l'automatisation et la numérisation semblent réduire nos besoins de main d'oeuvre. Comment faire face à ce paradoxe ? Le facteur travail est-il voué à disparaître ? Doit-on s'en réjouir ?

En outre, la transition vers une industrie plus capitalistique apporte avec elle la promesse de gains de productivité. Pour certains, elle annonce même une redynamisation du secteur à travers la redéfinition du rôle de l'usine, passée de lieu de production à lieu de création par la montée en puissance d'innovations telles que l'impression 3D, l'intelligence artificielle ou encore la personnalisation de la production. L'usine de demain produira-t-elle plus ? Mieux ? Le renouveau de l'industrie française et européenne passera-t-il par les smart factories ? Qu'en est-il des filières industrielles (défense, navale, sidérurgie, etc.) ?

Coordinateur : Eric LABAYE (Le Cercle des économistes)

PARCOURS 4 - PROTÉGER ET RÉGULER

9h00 - 10h10

**Session 25 - La concentration des entreprises est-elle la solution ?**

- La concentration a-t-elle une influence sur la confiance des individus ?  
Concentration > Inégalités > Perte de confiance ?
- Les régulateurs de la concurrence ont-ils suffisamment de pouvoir ?
- Peut-on faire coïncider stabilité économique des champions industriels et concurrence ?
- La concentration limite-t-elle l'innovation ?  
Quel impact de la stratégie agressive des GAFA (rachats, imitation...) ?

Coordinateur : Bertrand JACQUILLAT (Le Cercle des économistes)

10h50 - 12h00

**Session 26 - Vers un nouveau contrat social entre les générations ?**

La polarisation économique de nos sociétés se double aujourd'hui d'une précarisation aux deux extrêmes de la pyramide des âges. Alors que l'espérance de vie n'a jamais été aussi élevée et l'accès à l'éducation aussi ouvert, les enjeux à même d'éroder la confiance des jeunes générations en l'avenir sont multiples : dette publique, chômage endémique des jeunes, changement climatique, etc. Parallèlement, les générations vieillissantes font face à leurs propres enjeux : exclusion du marché de l'emploi, isolement, baisse du pouvoir d'achat, inquiétudes sur le financement des retraites etc. Quelles sont les causes de cette double précarisation ? Sont-elles irrémédiables ?

L'effritement du modèle de l'État-Providence et les contraintes démographiques pesant sur les systèmes de retraite par répartition affaiblissent la solidarité institutionnelle et font craindre l'impossibilité d'une réponse étatique à ce double enjeu. Ceci marque-t-il le retour à des solidarités familiales ou communautaires ? Le réveil de ces solidarités est-il nécessaire pour recréer du lien social entre les générations ? Quelle place pour l'intergénérationnel dans nos sociétés ?

Coordinateur : Antoine BOZIO (Le Cercle des économistes)

15h20 - 16h30

**Session 27 - La traçabilité, un enjeu de société ?**

La multiplication des intermédiaires tend aujourd'hui à éroder la visibilité dont les acteurs économiques disposent sur la chaîne de distribution, de consommation et de destruction. Dans ce contexte, les scandales agro-alimentaires et pharmaceutiques sont très prompts à miner la confiance, en jetant le doute sur l'intégralité de la chaîne, que les consommateurs ne comprennent plus. Cette méfiance s'illustre notamment par la valeur en hausse accordée aux produits locaux et aux circuits courts. La confiance peut-elle exister sans transparence ?

Institutionnalisation des alertes sanitaires, modernisation des réglementations, utilisation d'outils numériques ou encore généralisation du principe de précaution : les moyens d'améliorer la traçabilité sont nombreux et peuvent être développés. Quelle échelle doit-on privilégier pour réguler la traçabilité ? L'Union européenne peut-elle être garante de la transparence à l'échelle d'un continent ? Les nouveaux outils numériques peuvent-ils rendre la chaîne de production plus transparente pour les consommateurs ?

Coordinateur : Edouard CHALLE (Le Cercle des économistes)

17h20 - 18h30

**Session 28 - Repenser la responsabilité à l'heure de l'IA ?**

La montée en puissance de l'intelligence artificielle nous invite aujourd'hui à redéfinir les contours et la définition de la notion de « responsabilité ». Voitures autonomes, algorithmes de fixation des prix ou des sites de vidéos à la demande, partialité alléguée des moteurs de recherches : cette liste d'innovations non-exhaustive illustre la difficulté de concilier innovation et responsabilité des acteurs. Dans chacun de ces cas, les régulateurs tâtonnent encore à trouver la position adéquate à adopter en cas d'accident ou de conséquences imprévues.

Le cadre légal s'impose logiquement comme la clé de voûte de ces évolutions : les robots peuvent-ils être dotés d'une personnalité juridique ? Le numérique mènera-t-il à un avènement de la responsabilité sans faute ? La multiplication des acteurs impliqués dans les nouvelles technologies dilue-t-elle la responsabilité de chacun ? L'ampleur des implications philosophiques de ces mutations est-elle aussi indéniable : l'intelligence artificielle peut-elle être éthique sans une redéfinition claire de la notion de responsabilité ? Comment résoudre les choix moraux rendus nécessaires par la mise sur le marché de certaines innovations ?

Coordinateur : Lauréat de « La Parole aux Étudiants » (Le Cercle des économistes)

## PARCOURS 5 - RESPONSABILISER LA FINANCE

9h00 - 10h10

**Session 29 - La finance peut-elle mieux servir l'économie ?**

L'apport du secteur financier à l'économie tient d'abord à son incidence sur les gains de productivité. En particulier, à la façon dont il collecte l'épargne et l'oriente vers les opportunités d'investissement pour assurer une croissance soutenue, durable, inclusive... Ce qui suppose des engagements d'assez long terme avec les demandeurs de capitaux et des prises de risque raisonnées ; des conditions pour lesquelles on considère qu'existent des marges de progrès. Dans cet ordre d'idée, le financement de la transition écologique est une préoccupation importante.

Mais l'efficacité de la finance se mesure aussi à ce que coûte son fonctionnement au reste de l'économie. Or, en dépit des diverses innovations du secteur, ce coût est resté stable sur la longue période. Et il faut y ajouter les pertes induites par les crises financières.

On doit alors s'interroger sur les dispositions susceptibles d'accroître la contribution du secteur financier aux performances de l'économie, plus généralement au bien-être. Que peut-on attendre de structures plus concurrentielles des activités concernées, d'une conception renouvelée de leur réglementation et/ou de leur gouvernance... ? Et que peut apporter le rapide développement des Fin Tech à la résolution de ce problème ?

Coordinateur : Jean-Paul POLLIN (Le Cercle des économistes)

10h50 - 12h00

**Session 30 - À quand la prochaine crise financière ?**

Plus de dix ans après la crise de 2008, la question ne semble plus être celle de savoir si une nouvelle crise financière aura lieu, mais plutôt quand et de quelle amplitude (récession ou véritable crise). Les comportements des acteurs restent de fait largement inchangés et les fondamentaux demeurent : définition étroite du profit, biais en faveur du court-terme (normes comptables et prudentielles, reporting, etc.), déploiement à grande échelle d'automatismes et d'algorithmes, importance des dérivés, modes de rémunération, etc.

Débattre du « timing » d'un nouveau krach suppose de s'interroger aussi bien sur ses causes structurelles que sur ce qui peut être l'étincelle : concentration dans la gestion, ralentissement de la croissance des pays émergents, taux durablement bas, incertitude sur le pilotage macro-économique, anémie de la zone euro, dérégulation outre-Atlantique, innovations technologiques (trading haute-fréquence, par exemple), poids des automatismes, entre autres.

Au-delà, les effets d'une nouvelle crise pourraient être amplifiés par certaines faiblesses de nos institutions économiques et politiques : la dette a augmenté, le « shadow banking » s'est développé à côté des banques, certains acteurs sont bien plus gros et plus complexes. Les outils pour faire face font l'objet de questionnements : quelles sont les marges des politiques fiscales et monétaires ? Les Etats, pour la plupart en crise de confiance, peuvent-ils mobiliser leurs populations ? La coopération internationale, clé en 2008-2009, est fragilisée. Quid de « America First » ? Quid de la Chine, nouvel acteur systémique ? Quid d'une Europe fracturée ?

Coordinateur : Bertrand BADRÉ (Le Cercle des économistes)

15h20 - 16h30

**Session 31 - L'épargne: indicateur de la confiance ?**

La théorie économique, keynésienne notamment, a longtemps cherché à expliciter le lien ténu entre confiance et épargne. Il est tentant de conclure qu'une société qui se détourne de l'épargne a perdu foi en l'avenir. En effet, face à la multiplication des signaux et incitations court-termistes, la conservation d'une part importante du capital dans des instruments de long-terme pourrait démontrer la foi des ménages dans une économie stable et en bonne santé. L'épargne est-elle un indicateur fiable de la confiance des ménages ou un simple instrument ancré dans la culture patrimoniale ?

Le rapport entre la confiance et l'épargne semble, en outre, dépendre de plusieurs facteurs. D'une part, le choix de système de retraite fait par les états pourrait expliquer certaines divergences : les systèmes de retraites par répartition sont-ils plus propices à la confiance en l'avenir que ceux par capitalisation ? D'autre part, les inégalités face à l'épargne pourraient impacter le lien entre l'épargne et la confiance : l'impossibilité absolue d'épargner pour certains érode-t-elle la confiance des ménages les plus vulnérables en l'avenir ?

Coordinateur : Lauréat de « La Parole aux Étudiants » (Le Cercle des économistes)

17h20 - 18h30

**Session 32 - La concurrence fiscale est-elle inévitable ?**

- La concurrence fiscale protège-t-elle les gouvernements de demande de dépense ?
- La coopération fiscale est-elle possible au niveau international ? au niveau européen ?
- Les niches fiscales jouent-elles leur rôle d'incitation ? Sont-elles bien maîtrisées par les législateurs ?
- Devenir un paradis fiscal est-il un calcul intéressant ?
- Les impôts transnationaux menacent-ils la souveraineté fiscale ?
- Face à la puissance des multinationales qui délocalisent leurs bénéfices, la coopération n'est-elle pas la seule option ?
- Les paradis fiscaux ont-ils tout à perdre ?

Coordinateur : Alain TRANNOY (Le Cercle des économistes)

### Session 33 - Le retour de la logique de puissance ?

- Puissance économique, puissance commerciale, puissance militaire : un monde de tensions, de guerres et d'affrontements ?
- L'impérialisme américain sera-t-il simplement remplacé par l'impérialisme Chinois ?
- Comment les entreprises gèrent-elles le retour du risque-politique ?
- L'Europe est-elle vouée à rester une collection d'États ayant du mal à parler d'une seule voix ?
- Vers un monde de puissances régionales ?
- Quelle place reste-t-il pour les émergents ?

### Session 34 - Quel avenir pour la démocratie ?

Défiance vis-à-vis des institutions et des représentants politiques, montée des populismes et des nationalismes en Europe et dans le monde, les peuples n'ont jamais semblé aussi peu enclins à accepter les institutions et les processus démocratiques au niveau national et international. Après la chute du mur de Berlin, la « fin de l'Histoire » semblait laisser entrevoir une diffusion rapide et irréversible des dogmes démocratiques et libéraux. Avec la crise économique de 2008 et ses conséquences, cette époque semble aujourd'hui révolue. Qu'en est-il vraiment ? Le recul de la démocratie libérale est-il une perception ou une réalité ? Quels seraient les impacts économiques et politiques de la propagation de régimes non-démocratiques ?

Au-delà, de la propagation des idéaux antidémocratiques, il convient de saisir une ambivalence majeure : l'attachement aux valeurs et aux principes démocratiques ne semble plus s'opposer aujourd'hui à la remise en cause radicale du fonctionnement de la démocratie et de ses acteurs. Comment expliquer ce paradoxe ? L'efficacité économique et politique de la démocratie est-elle remise en cause par les expériences populistes et autocratiques ? Comment revivifier la démocratie ? Peut-on imaginer de nouveaux modèles ?

### Session 35 - Comment sortir de la guerre économique ?

Depuis le début de 2018, l'administration des États-Unis a implémenté une série de mesures restrictives pour le commerce avec leurs partenaires. La Chine en particulier, a été impactée non seulement par les tarifs douaniers mais aussi par les limitations de transferts de technologie. Les Européens surtout ont été affectés par les tarifs américains sur l'acier et l'aluminium. Ces mesures ont alimenté des représailles entraînant des tensions importantes pour le commerce mondial.

Une riposte américaine, annoncée dès avril 2019, aux subventions européennes pour l'industrie aéronautique est en attente : un l'arbitrage de l'OMC est prévu pour cet été. L'administration américaine a aussi publié en février 2019 une enquête concluant que la compétition européenne dans le secteur de l'automobile représente une menace pour la sécurité nationale des États-Unis. Le président américain devrait annoncer sa stratégie pour protéger l'industrie automobile américaine, ce qui entraînera immédiatement des représailles européennes. Est-il encore possible de stopper ce cercle vicieux de mesures protectionnistes ?

Quelles stratégies envisager pour l'Europe ? Faut-il donner raisons aux États-Unis et améliorer le fonctionnement et la portée des arbitrages de l'OMC ? Négocier avec eux un nouvel accord de commerce pour les produits industriels, sous la contrainte de droits de douane sur le secteur automobile ? Augmenter la pression sur la Chine pour restaurer la confiance américaine vis à vis de la politique commerciale européenne ? Associer la Chine à une refondation des institutions multilatérales ? Faire pression pour un accord plurilatéral à l'OMC prenant en compte les inquiétudes américaines ? L'ambition de cette session sera de répondre à ces questions complexes ?

Coordinateur : Lionel FONTAGNÉ (Le Cercle des économistes)

### Session 36 - Les institutions internationales sont-elles disqualifiées ?

Avec la réunification Est-Ouest, le monde a cru à la pérennité d'un modèle de croissance mis en place par Bretton-Woods. Un système d'institutions internationales permettant de réguler les échanges commerciaux assurant une compétition juste avec l'OMC, des mouvements de capitaux qui permettaient la croissance et le développement d'économies avancées et émergentes, des principes de bonne conduite des investissements reconnus par (presque) tous diffusés par le biais de l'OCDE, un filet de sécurité fourni par le FMI en cas de crise, et des prêts bonifiés par la Banque Mondiale pour faire croître les pays les moins avancés. Symbole le plus fort d'une intégration économique réussie garantissant paix et prospérité : l'UE.

Mais la croissance rapide soutenue par la déréglementation financière, les progrès considérables de la technologie conduisant à une forte mobilité du capital et du travail, ont conduit à une hausse des inégalités, à la crise financière mondiale de 2009 et à la crise souveraine de la zone euro.

Depuis, la mondialisation et le développement technologique sont perçus comme une menace pour une grande partie de la population mondiale ; les nationalismes économiques prennent de l'ampleur, les règles du jeu des institutions multilatérales sont remises en cause, et au premier chef le modèle d'intégration européen. La mondialisation, facteur d'innovation et d'une période de croissance sans précédent est en grand danger et les institutions multilatérales menacées d'obsolescence...ou de politisation au service des « plus forts ».

Nous analyserons si ce retrait, un retour vers la régionalisation ou la nationalisation est inévitable. Alors que les tords sont, au mieux, partagés, comment expliquer le rejet de la mondialisation et l'espoir simultané que fait naître la technologie ? Les causes sont-elles dans un échec de la mondialisation ou des institutions qui l'ont gouvernées ? Comment faire cohabiter les pays avancés et émergents au sein de cette gouvernance ? Doit-on se tourner vers de nouvelles formes d'intégration, plus régionales, et de gouvernance ? Quels sont les sujets qui pourraient relancer une « mondialisation heureuse » ?

Coordinateur : Laurence BOONE (Le Cercle des économistes)



### Session 37 - Les cartes de l'émergence sont-elles rebattues ?

La division historique du monde entre un Nord et un Sud aux histoires et aux trajectoires économiques divergentes a alimenté pendant longtemps une vision binaire du monde opposant pays développés et pays en voie de développement. Cependant, l'émergence de nouvelles économies avancées a rendu ce schéma en assez grande partie obsolète. Face à de nouveaux géants qui appliquent des schémas propres de développement et deviennent leader régionaux et globaux, investissant massivement dans l'éducation et les infrastructures, l'Europe et l'Amérique du Nord sont-elles encore des modèles de développement convaincants ?

Si le développement ne peut plus à l'évidence être envisagé sous le prisme de la division Nord-Sud, il n'en reste pas moins que les divergences au Sud s'amplifient : des pays semblent tirer leur épingle du jeu en matière d'infrastructures (à l'instar des BRICSAMs) ou/et d'investissements et des États s'enfoncent dans les difficultés. L'environnement est également une des contraintes et une des sources majeures de risque dans le Sud.

Peut-on prédire les nouveaux équilibres économiques et politiques ? Après l'accélération successive des « dragons » et des « tigres asiatiques », à qui l'avenir appartiendra-t-il ? Quelles approches peut-on proposer aux pays les moins avancés ? Comment éviter que le rattrapage des économies les moins avancées aille de pair avec un creusement durable des inégalités dans certains pays ou au sein de ces pays ? Cette session tracera dans les grandes lignes les constats, la mise à jour nécessaire de nos cadres de pensée et les solutions du XXI<sup>e</sup> siècle qui restent à élaborer dans un contexte peu propice au multilatéralisme.

Coordinateur : Étienne WASMER (Le Cercle des économistes)

### Session 38 - L'Union Européenne condamnée à l'impuissance géostratégique ?

- Quelle UE dans un monde post-Brexit ? Le Brexit est-il un nouveau départ ?

La difficulté à parler d'une voix sur la scène internationale a-t-elle été enfin dépassée ?

- Construire une armée européenne, le seul moyen pour exister ?

- Quel rôle pour l'Europe dans le monde de demain ?

- L'Europe doit-elle se scinder entre les partisans d'une intégration encore plus profonde et les tenants de la souveraineté nationale ?

- L'UE peut-elle se recentrer autour de ses membres les plus motivés par un projet commun ?

Coordinateur : Hélène REY (Le Cercle des économistes)

11h30 - 12h40

---

### Session 39 - Quelles valeurs pour construire la société de demain ?

L'économiste a coutume de s'intéresser à la valeur, celle des biens et des services, au fondement des échanges marchands. Il a moins coutume de travailler sur les valeurs, les considérant comme des données. Mais les valeurs sont des représentations collectives qui évoluent dans le temps et dans l'espace, des constructions sociales et culturelles, qui relèvent à la fois de la sphère privée et de la sphère publique.

Parce que les valeurs sont des normes non écrites, au fondement de nos comportements, les appréhender n'est pas aisé. Leurs véhicules sont la famille, l'école, la religion. Ces trois véhicules ne transmettent pas nécessairement les mêmes valeurs. Celles-ci peuvent être l'objet de conflits : pour des individus, lorsqu'ils appartiennent à plusieurs communautés suivant les différents aspects de leur vie (travail, loisirs, pratiques religieuses, etc.), mais aussi entre les individus selon leurs communautés d'appartenance. La question est alors celle de la hiérarchie des valeurs et de l'existence ou non d'un plus petit dénominateur commun. Loyauté, authenticité, solidarité, égalité, liberté, responsabilité, respect de la dignité, tolérance, etc. : le risque est que chacun de ces termes puisse être différemment interprété selon les sociétés ou les communautés, de sorte que la confiance en un langage commun en soit érodée.

Parce que le collectif n'est pas l'universel, l'hypothèse de l'existence d'un socle de valeurs partagées qui pourrait constituer le terreau de nos sociétés et de nos projets communs ne saurait donc aller de soi. C'est souvent à travers l'observation de l'itinéraire de vies singulières qu'il est possible de décerner les valeurs qui président aux comportements les plus exemplaires.

Coordinateur : **Françoise BENHAMOU** (Le Cercle des économistes)

12h40 - 13h00

---

### Conclusions et déclaration finale du Cercle des économistes

**Jean-Hervé LORENZI** (Le Cercle des économistes)